Séance du 6 novembre 2026 à 15h
à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence

« Quels leviers pour bâtir une relation renouvelée entre la France et l'Afrique fondée sur des bénéfices mutuels ? »

coordonnée par **Patrick Sevaistre**, membre libre – ASOM

PROGRAMME

Introduction
Olivier de Bernon, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 16 octobre 2026
Pierre Lang, Vice-Président – ASOM

Présentation de la séance
Patrick Sevaistre, membre libre – ASOM

Communications
Kako Nubukpo, économiste, ancien ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques au Togo et ancien Commissaire au sein de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : *« Souveraineté, transformation économique, intégration régionale et nouvelles attentes africaines ».*

Étienne Giros, membre libre – ASOM, président du CIAN et de l'EBCAM : *« Entreprises, investissements, création de valeur et dialogue public-privé ».*

Roland Portella, président de la CADE – Coordination pour l'Afrique de Demain : *« Acteurs de la coopération PME, entrepreneuriat et diasporas ».*

Pierre Jacquemot, membre libre – ASOM, ancien ambassadeur de France au Kenya, au Ghana (2004-2007) et en République démocratique du Congo : *« Méthodes de coopération et d'évaluation, culture et renouvellement des politiques de développement ».*

Échanges avec la salle

Installation de Susana Malcorra en qualité de membre associé par Daniel Jouanneau, 2e section – ASOM

Cocktail d'installation

PRÉSENTATION DE LA SÉANCE, PRÉSENTATION DES INTERVENANTS ET RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

Cette séance s'inscrit dans le prolongement des travaux conduits par le Groupe de travail de l'Académie des Sciences d'outre-mer sur la relation entre l'Afrique et la France, dont le rapport, piloté par notre confrère, l'Ambassadeur Jean-Marc de La Sablière, a été présenté à l'Académie le 20 novembre 2025. Dans le cadre de ce travail collectif, nous nous sommes interrogés sur les voies et moyens d'une nouvelle relation entre la France et les pays africains dans un contexte profondément renouvelé : diversification des partenariats africains, affirmation des souverainetés, recomposition des équilibres géopolitiques, montée de nouveaux acteurs et évolution des attentes des sociétés africaines. Ce, avec la conviction que la France **ne retrouvera pas en Afrique l'influence qu'elle a exercée hier, et ce ne doit pas être son objectif**. Elle peut en revanche construire une influence nouvelle, moins fondée sur l'héritage, la présence ou la prééminence, que sur l'utilité, la fiabilité et la capacité à faire émerger des solutions communes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit cette séance du 6 novembre 2026 avec une question centrale : dans quels domaines la France et des partenaires africains ont-ils aujourd'hui intérêt à agir ensemble, et selon quelles méthodes pour que les bénéfices soient identifiables, réciproques et durables ? Cette formulation permet d'éviter deux écueils : (1) la nostalgie d'une influence française antérieure qui n'est pas le but recherché et (2) un discours rebattu sur le « partenariat gagnant-gagnant », sans traduction opérationnelle.

La séance proposée n'est pas conçue comme une nouvelle analyse de la crise de la relation franco-africaine. Le diagnostic est désormais largement documenté : perte de centralité de la France, montée des souverainismes africains, concurrence accrue des puissances extérieures, décalage entre les discours français et leur mise en œuvre, irritants persistants — notamment les visas — et difficulté à inscrire l'action française dans la durée…Beaucoup pour ne pas dire tout a été dit sur le sujet. Le diagnostic est bien connu, il a été fait de manière assez complète, le plus souvent pessimiste (cf. les livres « Adieu l'Afrique » et « Out of Africa » parus cet été...) ; il a été fait aussi avec le monde militaire (séminaire IHEDN de février 2026), mais encore assez peu a été dit sur les nouvelles relations que la France devrait construire maintenant avec l'Afrique dans le contexte géopolitique actuel. Le sujet est donc de dépasser ce diagnostic et réfléchir ensemble sur quels sont les domaines où la France et ses partenaires africains ont-ils aujourd'hui intérêt à agir ensemble, et selon quelles méthodes pour que les bénéfices soient identifiables, réciproques et durables ? Notre ambition est, si possible, de faire émerger de la séance quelques principes d'action et engagements suffisamment précis pour pouvoir être discutés, mis en œuvre et, à terme, évalués.

Dans ce contexte, chaque intervenant sera invité, à partir de son expérience et domaine respectif à se référer à une grille de questions commune portant notamment sur l'intérêt africain prioritaire, l'intérêt français ou européen, la contribution spécifique de la France, les acteurs africains concernés, un engagement à deux ans et un indicateur permettant d'en mesurer le bénéfice mutuel.

***

Kako Nubukpo : *« Souveraineté, transformation économique, intégration régionale et nouvelles attentes africaines ».*

Kako NUBUKPO est économiste au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) à Paris (France). Il est ancien Commissaire togolais au sein de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargé de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement (2021-2024). Il est également Agrégé, Professeur Titulaire et ancien Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé au Togo. Il est titulaire d'une Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) en sciences économiques à l'Université Jules Verne de Picardie (2025).
Il est membre correspondant associé de l'Académie d'Agriculture de France. Directeur de l'Observatoire de l'Afrique Subsaharienne à la Fondation Jean Jaurès à Paris, Membre du Conseil Scientifique de l'Agence Française de Développement et Membre du Conseil d'Administration de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), il est ancien Fellow du Global Economic Governance Program (GEG) des universités d'Oxford et de Princeton. Il a également été Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques Publiques du Togo entre 2013 et 2015. Enfin, il a été lauréat du prix du meilleur économiste pour l'année 2022 du journal Financial Afrik, et du prix du livre économique francophone 2024 pour son ouvrage « l'Afrique et le reste du monde, de la dépendance à la souveraineté ».

Dans sa communication, M. Kako Nubukpo examinera les nouvelles attentes exprimées par les sociétés et les économies africaines à l'égard de leurs partenaires extérieurs, dans un contexte marqué par l'affirmation des souverainetés et la diversification des alliances. Il s'interrogera sur les conditions d'une relation avec la France et l'Europe qui soutienne davantage la transformation économique, l'intégration régionale, la création de valeur locale et l'autonomie de décision. L'objectif sera d'identifier les domaines dans lesquels des intérêts africains, français et européens peuvent aujourd'hui converger de manière concrète et durable.

***

Étienne Giros : *« Entreprises, investissements, création de valeur et dialogue public-privé ».*

Cette communication portera sur la contribution que les entreprises et l'investissement privé peuvent apporter à une relation économique renouvelée entre la France et les pays africains. Elle abordera notamment les enjeux de co-investissement, de création d'emplois et de compétences, de transformation locale, d'association des entreprises africaines aux chaînes de valeur et de dialogue public-privé. Elle cherchera à préciser les conditions permettant de passer d'une logique de présence économique à une logique de création de valeur partagée et mesurable. Ces thèmes sont au cœur de la déclaration conjointe des patronats africains et français adoptée en 2026.

***

Roland Portella : *« Acteurs de la coopération PME, entrepreneuriat et diasporas ».*

Roland Portella est le président de la ***Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE),*** *un think tank regroupant des dirigeants africains et européens qui possèdent des connaissances et des expériences pratiques du développement de l'Afrique. La CADE met en valeur les politiques publiques en direction de l'Afrique, des scientifiques, des innovateurs sociaux et technologiques, des talents des diasporas africaines. Le club produit des livres blancs de recommandations sur des questions liées à la transition écologique, au développement industriel, à l'agriculture, à la formation professionnelle, aux savoir-faire, etc.*
Il est par ailleurs associé-gérant de Dratigus Development, un cabinet d'accompagnement stratégique et de conseil en investissement, à destination des entreprises, des fédérations professionnelles, des collectivités territoriales. Le cabinet, à travers son réseau d'experts-consultants et d'administrateurs de projets, propose des services d'opportunités d'investissement, d'attractivités économiques, de création de partenariats d'affaires et techniques, d'organisation d'écosystèmes technologiques et industriels, en Europe, en Afrique.
Il est l'auteur du livre « La Nature éradique l'être humain de l'existence », paru au Lys Bleu Éditions, en octobre 2026. Il s'agit d'un recueil de contes et de nouvelles, à vocation sociale et philosophique.

La communication s'intéressera à la diversification des acteurs appelés à construire la relation France-Afrique au-delà des seuls cadres interétatiques. Elle mettra l'accent sur le rôle des PME, des entrepreneurs, des diasporas, des territoires et des réseaux professionnels dans la création de partenariats économiques, technologiques et humains. Il s'agira notamment d'identifier les conditions permettant à ces acteurs de contribuer plus directement à l'investissement, à l'innovation, à la création d'emplois et à l'émergence de nouvelles coopérations entre écosystèmes africains et européens

***

Pierre Jacquemot : *« Méthodes de coopération et d'évaluation, culture et renouvellement des politiques de développement ».*

Cette communication analysera les évolutions nécessaires des méthodes de coopération dans un contexte où les modèles traditionnels de l'aide et du développement sont de plus en plus questionnés. Elle examinera les conditions d'une coopération davantage fondée sur la co-construction, l'ancrage local, l'évaluation des résultats et la réciprocité. Une attention particulière sera portée à la culture, à la connaissance, à l'éducation et aux institutions comme facteurs de confiance et de continuité dans la relation entre la France et les sociétés africaines. Le rapport de l'ASOM souligne précisément le rôle de la culture et de l'éducation comme atouts de long terme.